

Le MDRP organise une présentation sur les jeunes et le DDR au Burundi

A&N no. 2 – 21 janvier, 2007

Pour débiter l'année, le secrétariat du MDRP organisa une discussion sur le processus de démobilisation et réintégration au Burundi. Durant cet événement, Peter Uvin, professeur d'études humanitaires internationales et directeur de l'Institut pour la sécurité humaine à la Fletcher School, présenta les résultats préliminaires de son étude sur les jeunes dans le contexte post-conflit du Burundi et du Rwanda.

Au cours de cette large étude, partiellement financée par le MDRP, Prof. Uvin interviewa plus de quatre cents burundais d'origines et de classes sociales différentes. Parmi eux, soixante-trois ex-combattants. Pour mieux comprendre les raisons de leur implication dans le conflit et leur retour dans les communautés, Prof Uvin leur posa, expliqua-t-il, « des questions ouvertes sans le jargon technique du développement. Je voulais qu'ils me disent ce qu'ils voulaient dire et non ce que je voulais entendre. »



Prof. Peter Uvin

Bien que le travail analytique ne soit encore qu'en phase préliminaire, un nombre de constats intéressants se distinguent déjà. Premièrement, il semble évident que la guerre au Burundi fut menée par les enfants. Avec l'exception des soldats de carrière ainsi qu'un nombre restreint de soldats du CNDD-FDD en Nyanza-Lac, nota Uvin, toutes les personnes que j'ai interviewées, dans toutes les catégories, pour tous les groupes armés, étaient mineurs lorsqu'ils furent recrutés, et nombre d'entre eux étaient très très jeunes.

Non seulement étaient-ils jeunes, mais ils venaient de tous les milieux. « Lorsque j'ai posé la question, aux combattants et non-combattants, quel genre de personnes ont rejoint la rébellion ou l'armée, ils ont invariablement répondu que les participants étaient issus de tous les groupes – jeunes et vieux, riches et pauvres, mariés et célibataires, fermiers, maîtres d'école, chefs de colline, etc ... »

Les raisons de leur recrutement varient. Beaucoup d'entre eux citent l'insécurité et la colère comme motivation principale, surtout parmi ceux engagés tard dans le conflit. « Ce n'est pas l'idéologie qui les pousse à s'engager, mais l'insécurité, la peur, et la colère face au meurtre de ceux qui leur sont proches. Ils se sont joint à la guerre car il y avait une guerre –ils ne l'ont pas créée, mais y ont réagi. » D'autres ex-combattants mentionnent des motivations idéologiques et leur foi en la cause ainsi que des besoins financiers comme facteurs décisifs. Étonnamment, seulement un petit nombre attribuent leur participation dans les forces armées au kidnapping ou au recrutement forcé.

Lorsque le sujet de leur départ des forces fut mentionné, deux-tiers des répondants officiellement démobilisés mentionnèrent avoir démobilisé volontairement. Le tiers restant fut généralement démis de ses fonctions à cause de son âge ou ses blessures. Il est intéressant de noter, indiqua Prof. Uvin, que ceux

Actualités et à noter

officiellement démobilisés et les auto-démobilisés ont quitté les forces pour plus ou moins les mêmes raisons : ils étaient fatigués, blessés, avaient l'impression d'avoir accompli leur tâche ou étaient en colère contre leur commandant ou le système militaire en général.

Les interviews fournirent aussi des résultats préliminaires intéressants concernant le processus de démobilisation et réintégration. La majorité des ex-combattants interrogés ont rapporté être bien traités par leurs familles et voisins et de nombreuses craintes au sujet de possibles tensions entre les ex-combattants et

les membres de leur communauté de retour se sont estompées avec le temps. De plus, la traditionnelle crainte qu'une assistance aux ex-combattants générerait de la jalousie se révéla peu fondée au Burundi. « Dans les centaines de conversations avec les non-combattants, » indique Uvin, « les démobilisés ne furent jamais mentionnés comme problème économique. »



Audience de la Banque Mondiale

La perception et le succès des programmes de réinsertion et réintégration varient d'une région, d'un environnement social, à l'autre. Neuf des dix interviewés dans la province du Ngozi, par exemple, tombent dans la catégorie la plus élevée

de la vie rurale. « Nombre d'autre eux semblent visiblement à l'aise avec leur qualité de vie, parlent de leurs rêves ou d'investissements qu'ils projettent faire. »

Le processus semble plus complexe chez les jeunes bas-gradés s'étant relocalisés dans les villes. Selon les premiers constats de Prof. Uvin, « de nombreux ex-combattants ordinaires (les choses sont différentes pour les officiers) rentrent d'entrée avec de larges coûts de nature non-productive, et n'ont que peu de moyens pour gagner de l'argent. Ils sont issus de familles pauvres dans des quartiers pauvres ; ils ont moins d'années d'école que la moyenne déjà basse de ceux que les entourent ; ils ont perdu les réseaux sociaux qui sont si important dans la ville. Ils sont véritablement dans une situation difficile. »

Pour conclure sa présentation, Prof. Uvin nota « Je suis frappé par le peu de différence qui existe entre les soldats démobilisés et leurs pairs. Ils ont en général les mêmes rêves, les mêmes contraintes et la même attitude envers la vie. »

La publication des résultats de l'étude est prévue pour plus tard dans l'année dans le cadre d'un effort, par le partenariat, pour augmenter les connaissances sur le DDR et le travail dans les environnements post-conflits.

Pour de plus amples informations sur le MDRP, veuillez visiter www.mdrp.org/French/index_fn.htm, ou contacter Bruno Donat, Chargé de la communication au Secrétariat MDRP à la Banque mondiale, à info@mdrp.org.